

Les lémuriens ne sont plus au Biopark d'Archamps.

- Notre courrier au Département d'Ecologie et Gestion de la Biodiversité (CNRS/MNHN), site de BRUNOY
- L'article de presse mentionné dans la lettre
- La réponse de la Directrice du site de Brunoy.

.....

Association OÏKOS KAÏ BIOS
Patrimoine Nature et Vie
1, place de la Libération
Passage Bleu
74100 ANNEMASSE
<http://oikoskaibios.monsite-orange.fr/>

Département d'Ecologie et Gestion de la
Biodiversité, CNRS/MNHN
A l'attention de Madame Martine PERRET,
Directrice
1 avenue du petit Château
91800 BRUNOY

Annemasse, le 29 février 2012

Madame La Directrice,

Nous avons eu connaissance de l'adresse du site de Brunoy par les services vétérinaires de Haute Savoie. La « demande d'agrément d'un établissement d'expérimentation animale » du Biopark d'Archamps précise vos coordonnées en tant que « fournisseur pour le microcèbe ».

Nous savons de plusieurs sources que les microcèbes que vous avez livrés en 2008 (article de presse en P.J.) auraient quitté la plate-forme du Biopark d'Archamps. Ils auraient en effet réintégré votre établissement.

Auriez-vous l'obligeance de nous confirmer cette information ?

Nous avons engagé plusieurs actions contre l'expérimentation animale et nous avons le souci de tenir nos très nombreux sympathisants informés du devenir des animaux de laboratoire.

Un silence de votre part vaudrait pour nous confirmation tacite de la réintégration des lémuriens à Brunoy

Recevez, Madame La Directrice, nos respectueuses salutations.

Pour l'association,

la présidente

Genevois

François Rieger : « Les lémuriens du Biopark ? Le monde à l'envers... Je ne peux pas les voir ! »

Opération combinée de recherche fondamentale, de recherche appliquée et de formation dans le domaine des sciences de la vie et des biotechnologies, impliquant les meilleurs chercheurs français et suisses, le Biopark d'Archamps n'est toujours pas en activité. Entretien avec son directeur, François Rieger.

Où en sont les recherches depuis cette belle inauguration de juin 2008 ?

Ne m'en parlez pas, les locaux inaugurés le 19 juin dernier ne sont toujours pas capables d'accueillir les équipes de recherche du groupement d'intérêt scientifique que je dirige !

Rappelez-nous ce qu'est ce groupement d'intérêt scientifique (GIS) et comment deviez-vous travailler ?

C'est très particulier puisque ce GIS rassemble du côté français un consortium de laboratoires de l'INSERM et du CNRS et, du côté suisse, l'université de Genève et les hôpitaux universitaires de Genève. Le but poursuivi par les partenaires-fondateurs du GIS est de créer un Institut de recherche innovant dans le domaine des sciences biologiques et cliniques du vieillissement, de rayonnement international. Une attention particulière doit être consacrée à la valorisation industrielle des résultats obtenus, en attirant les entreprises innovantes, œuvrant dans ce contexte. C'est dans cet objectif qu'un groupe de laboratoires et une plateforme technologique devaient être mis à disposition du Biopark grâce à l'aide des collectivités locales et régionales, de donateurs privés et d'associations de patients concernés par les pathologies de l'âge avancé et d'autres maladies chroniques.

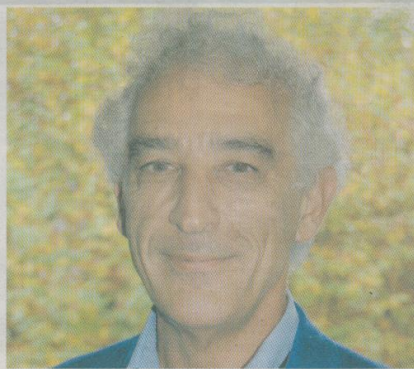
Vous êtes installés

dans ce bureau minuscule et non dans les locaux du Biopark : vous ne travaillez donc pas dans ces nouveaux locaux avec vos collègues scientifiques et les lémuriens ?

C'est bien ce qui me chagrine... Pour des problèmes d'assurance, les propriétaires représentés par la Société d'économie mixte de statut privé... m'en interdisent l'accès ! En juin dernier, on se réjouissait de la mise à disposition au GIS franco-suisse de ces locaux, comprenant un ensemble de laboratoires modernes dotés d'équipements scientifiques.

Les investissements généraux, les collectivités territoriales, la communauté de communes du Genevois ont permis de réaménager le Forum pour un investissement global de 4 M € juste pour les locaux et la subvention de la Région Rhône-Alpes de 3,6 M € pour les équipements et matériels scientifiques ne suffisent pas pour commencer les recherches ?

On se demande actuellement qui va payer les charges. On arrive à environ 150 000 € de dépenses en électricité, climatisation, etc. Au départ, il était convenu qu'elles soient payées par les collectivités locales, mais elles sont revenues sur leur position. Les réorganisations au sein de l'INSERM et du CNRS font également qu'on ne sait plus très bien qui pourrait payer au niveau de la recherche publique. Le CNRS, en particulier, est fortement menacé d'une réorganisation radicale. On doit systématiquement rechercher des crédits ailleurs qu'au CNRS ou à l'INSERM : dans le privé, auprès des institutions européennes ou auprès d'une Agence nationale de la recherche dont on ne connaît pas les critères de



François Rieger, directeur du Biopark : « Je ne peux pas rentrer dans ce qui nous était destiné ! »

choix de projets. Nous sommes donc dans une impasse... Et comme on est peu de chercheurs actuellement sur place, nous ne sommes que valeur négligeable pour les gestionnaires départementaux. De plus, malgré un Plan Alzheimer national, on ne sait pas du tout ce que le gouvernement voudra bien accorder comme fonds à la recherche sur Alzheimer, étant donné que ça change sans arrêt et que ça ne cesse de diminuer ! On est véritablement dans le flou artistique avec des institutions qui sont complètement discréditées, qui ne suivent pas et à qui il faudrait aller demander des aides pour un système qui est complètement atypique ici au contact de la Suisse : GIS franco-suisse. C'est clairement là notre seule raison d'exister ici. Sinon, on nous demande "qu'est-ce que vous faites ici dans les champs de patates d'Archamps ?" On m'a demandé pourquoi nos projets n'étaient pas développés à Paris... Notre argument, c'est la collaboration forte que nous avons avec les universités de Genève et de Lausanne, de rang international incontesté. Alzheimer est un sujet sociétal d'impor-

ance énorme. On sait ce que nous avons à faire et nous pouvons le faire ici parce que nous avons à la fois la collaboration de grands laboratoires publics suisses et français. Le GIS est en place depuis plus de deux ans et pour l'heure, nous n'avons aucun laboratoire actif localement. Et moi qui suis le directeur du GIS, je ne peux même pas rentrer dans ce qui nous était destiné ! Les lémuriens ont été achetés par des mécènes suisses et des donateurs privés, sous ma responsabilité directe, ils ont quand même été transférés dans les futurs locaux et... je ne peux pas aller les inspecter et arbitrer leur utilisation !

Alors, qu'est-ce qui bloque concrètement actuellement ?

Il y a actuellement deux cultures qui s'affrontent : la culture gestionnaire pure, déguisée sous le vocable moderne de gestion de projet valable pour monter une usine, mais pas pour donner le pouvoir à la création de richesses intellectuelles ; et nos préoccupations scientifiques de chercheurs qui travaillent dans l'intérêt public, pour la recherche fondamentale et

les blis
mis
ris
tifi
uti
l'hi
ris
pe
qu
me
le
ab
rer
l'in
soc
pai
tar
tise
pri
soi
qu
de
qu
co
fal
bli
jeu
chi
mc
ses

is du Biopark ? ix pas les voir ! »

les applications de santé publique. Nous avons comme mission, entre autres, la valorisation de notre travail scientifique pour des applications utiles à la société et à l'homme. En biologie, la valorisation est tout de suite là. Je pense à la sclérose en plaques, à la maladie d'Alzheimer, etc. Nous devons, dans le contexte d'Archamps et en absence de financement récurrent de nos institutions pour l'infrastructure scientifique associer le privé, en mutualisant partiellement et en lui permettant un accès à notre expertise sous forme facturable. Ce principe ne me déplaît pas en soi, mais le problème c'est que cela devient la pensée unique gestionnaire. La gestion de cette grosse machine qu'est le Biopark est certes complexe à mettre en place. Il faut simplement qu'on établisse clairement les règles du jeu entre le privé, le futur GIP chargé des locaux et des moyens et nous, le GIS, avec ses chercheurs, qui devons dé-

velopper nos projets scientifiques avec les moyens collectifs mis à disposition, nos salaires, et nos financements de fonctionnement. Actuellement, nous ne pouvons pas demander de financements de la recherche si nous ne sommes même pas dans les locaux techniques, et aussi positionnés avec des résultats au moins préliminaires encourageants. Nous travaillons en réseau avec nos collègues à Lyon, Grenoble, Montpellier, Paris, Nantes, et aussi à l'international et je dois beaucoup me déplacer pour garder l'élan nécessaire sans la base Laboratoires et Plateforme fermée pour l'instant. C'est difficile de travailler sans le noyau de moyens promis et non livrés... La tentation est forte de partir au vu des difficultés créées par des intérêts contradictoires ! Heureusement, le public et les associations de patients nous soutiennent de tout cœur...

Entretien réalisé par Pascale Mermillod



Département d'Ecologie et Gestion de la Biodiversité
UMR CNRS-MNHN7179

Mécanismes adaptatifs: des organismes aux communautés

1 avenue du Petit Château, 91800 Brunoy, France

Dr Martine Perret

Directrice

e-mail: mperret@mnhn.fr

Tél: (33) 01 60 47 92 38

Fax (33) 01 60 47 92 18

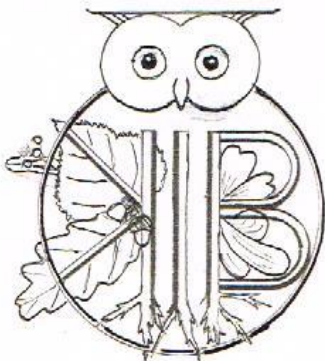
A l'attention de Madame M. Berger
Association Oikos Kaï Bios
Patrimoine Nature et Vie
11 place de la libération
Passage Bleu
74100 Annemasse

Le 9 mars 2012

Madame,

En réponse à votre courrier du 29 février concernant les microcèbes de la plate-forme du Biopark d'Archamps, je vous confirme que les animaux ont réintégré leur établissement d'origine dans le strict respect de la réglementation.

Avec mes sincères salutations



© OÏKOS KAÏ BIOS février 2012-Avril 2014

<http://www.oikoskaibios.com/>